Préambule, la commission de surendettement des particuliers de Seine-Saint-Denis est compétente pour l’ensemble du département. Elle s’est réunie à 24 reprises au cours de l’année sous revue.

Principaux éléments relatifs à l’activité de la commission

Dépôts de dossiers et redépôts :

- **2770 dossiers déposés cette année en Seine-Saint-Denis** (contre 2314 en 2020 et 2995 en 2019), soit une hausse de 19,7% par rapport à l’année précédente et une baisse de 7,5% par rapport à 2019.

- La Seine-Saint-Denis représente 15,2% des dossiers déposés en Ile de France, soit 219 dossiers par tranche de 100.000 habitants de plus de 15 ans, contre 185 en Ile de France et 227 sur le territoire national.

- Les redépôts ont représenté 36,6% (sur 12 mois à fin septembre). Cette proportion est plus élevée dans la région (39,9%) et en France (43,8%). La part des redépôts suit à une suspension d’exigibilité des créances s’élève à 17,7% en 2021, contre 19,6% en 2020 et 18,1% en 2019.

- Le surendettement recule fortement depuis 2014 et se concentre sur les populations les plus fragiles, l’endettement étant constitué majoritairement de dettes de charges courantes. Cette baisse est la conséquence d’une réglementation du crédit plus protectrice, de l’accent mis sur la prévention, de la recherche de solutions pérennes et de la simplification de la procédure.

Recevabilité et orientation :

- **Le nombre de dossiers recevables** a augmenté de 15,4% par rapport à 2020 (en repli de 7,9% par rapport à 2019).

- **Le nombre de dossiers irrecevables** augmente fortement, passant de 106 en 2020 à 186 en 2021. Ce nombre reste toutefois stable par rapport à 2019. Il représente 6,0% des dossiers traités par la Commission contre 4,8% en Ile de France et 4,5% sur le territoire national. Le motif d’irrecevabilité le plus fréquent est l’inéligibilité du fait du statut du déposant.

- L’année 2021 se caractérise par une stabilité de la part des dossiers disposant d’une capacité de remboursement négative et de l’absence de biens immobiliers (51,6% contre 50,6% en 2020).

---

1 « Chaque commission établit un rapport d’activité annuel. Ce rapport fait état de données statistiques sur le nombre des dossiers traités ainsi que les mesures prises ou recommandées par la commission. Il précise la typologie de l’endettement présentée dans ces dossiers et les difficultés de toute nature rencontrées dans leur traitement. Les rapports d’activité des commissions sont transmis à la Banque de France qui en présente la synthèse dans le rapport mentionné à l’article L. 145-1 du code monétaire et financier. »
Conciliation / mesures imposées / mesures d’effacement de dettes (explication à donner sur la répartition des dossiers traités) :

- Les plans en conciliation concernent uniquement les dossiers comportant un ou plusieurs biens immobiliers. Ils restent marginaux (5,5%). Ce taux est égal à ce que l’on peut observer en Ile de France mais en retrait des données nationales (7,9%).

- La part des dossiers en procédure de rétablissement personnel avec liquidation judiciaire reste faible (0,3% après 0,1% en 2020 et 0,5% en 2019).

- Concernant les mesures, plus d’un dossier traité sur deux se traduit par l’effacement partiel ou total des dettes : En effet, 34,4% sont l’objet d’un rétablissement personnel (effacement total des dettes) et 18,8% d’un effacement partiel. 12,9% des dossiers font l’objet de mesures imposées sans effacement (réaménagement ou une suspension d’exigibilité des créances). La part des dossiers traités en rétablissement personnel sans liquidation judiciaire a légèrement augmenté passant de 33,6% en 2020 à 34,4%, au-dessus du niveau régional (32,9%) mais toujours inférieure au niveau national (39,7%).

<table>
<thead>
<tr>
<th>Mesures pérennes et mesures provisoires</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Au total 71,6% des dossiers aboutissent à une solution pérenne. Ce taux est proche des données régionales (72,6%), légèrement en deçà des données nationales (76,3%). Le solde se répartit entre les mesures d’attente (12,9%), les dossiers closurés (5,9%) et irrecevables (6,0%).</td>
</tr>
</tbody>
</table>
### RELATIONS DE LA COMMISSION ET DE SON SECRÉTARIAT AVEC LES AUTRES ACTEURS DE LA PROCÉDURE ET AVEC DES ORGANISMES TIERS

<table>
<thead>
<tr>
<th>Relations avec les parties prenantes de la procédure</th>
<th>Nombre de réunions</th>
<th>Objectif / Thème de la réunion</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Tribunal ou greffe du tribunal</td>
<td>1</td>
<td>Échange entre les services sur les modalités de traitement des dossiers et les difficultés de chacun.</td>
</tr>
<tr>
<td>Commission de coordination des actions de prévention des actions d’expulsion (CCAPEX)</td>
<td>6</td>
<td>Participation à titre consultatif.</td>
</tr>
</tbody>
</table>
| Organismes et les travailleurs sociaux (organismes à caractère social, CAF, FSL) | 2 réunions avec la CAF  
23 sessions avec les travailleurs sociaux  
Nombre de travailleurs sociaux assimilés rassemblés 516 | 1 Réunion sur le thème du surendettement et de la compréhension de la procédure.  
1 Formation sur les aides de la CAF |
| Rencontre avec l’UNCCAS dans le cadre de la convention nationale | Nombre de réunions 0  
Nombre de travailleurs sociaux assimilés rassemblés 0 | Réunions sur le thème du surendettement et de la compréhension de la procédure. |
| Associations de défense des consommateurs et des familles, caritatives ou d’aide aux personnes en difficulté financière | Nombre de réunions 4 | Réunions sur le thème du surendettement et de la compréhension de la procédure. |
| Autres parties prenantes : Établissements de crédit de la place, huissiers, chargés de recouvrement, bailleurs… | 1                  | Réunion avec un bailleur sur le thème de la procédure de surendettement. |
| Autres actions de concertation, d’information ou de formations effectuées (éducation nationale…) | 10 réunions avec les collèges et lycées,  
6 réunions avec les missions locales,  
7 réunions avec des associations et autres structures  
11 réunions avec des entrepreneurs | Réunions sur la tenue d’un budget  
Sessions d’information à destination des entrepreneurs. |

**Relations avec les Tribunaux :**
Reconduction du point annuel habituel (présentation de l’activité de l’année, de l’évolution des dépôts de dossiers en 2021), lequel portait également cette année sur le maintien des modalités de traitement des recours et contentieux divers.

**Relations avec la commission de coordination des actions de prévention des actions d’expulsion (CCAPEX) :**
Les deux commissions ont coopéré pour prévenir ou suspendre plus efficacement les actions d’expulsions des ménages surendettés.

**Relations avec les organismes et les travailleurs sociaux :**
28 stages pratiques ont été organisés au profit de 516 travailleurs sociaux.

---

2 (organisées ou participation)
PRINCIPALES DIFFICULTÉS RENCONTRÉES DANS LA MISE EN ŒUVRE DE LA PROCÉDURE

Principales difficultés rencontrées quant à l’application de dispositions de la procédure

- Mises en place en 2020, les modalités de tenue des réunions des Commissions à distance ou de manière hybride ont été maintenues. Le quorum a toujours été atteint. De ce fait, les phases de recevabilité et d’orientation ont pu être assurées dans des conditions normales et ont permis de protéger les débiteurs.

- L’articulation de la procédure de surendettement et des procédures FSL demeure complexe. La chronologie des événements n’est pas claire pour les instructeurs de dossiers FSL. Des sessions d’information sur ce thème seront mises en place avec les instructeurs FSL du département dans le cadre de la mission d’éducation financière.

Principales difficultés rencontrées au regard de la situation des personnes surendettées

- La problématique des micro-entrepreneurs en activité qui n’ont aucun endettement professionnel reste toujours d’actualité. Ils sont en effet inéligibles à la procédure du fait de leur statut. Dans le même temps, les juridictions commerciales refusent l’ouverture de la procédure collective aux intéressés, au regard de la nature de l’endettement exclusivement personnel si bien qu’ils ne disposent pas de modalités de traitement de leurs difficultés financières. La crise sanitaire a eu pour conséquences une augmentation considérable de dépôt de personnes concernées par ce vide juridique.

- La mise en application de l’accompagnement social demandé par la Commission reste problématique, cette préconisation n’étant pas toujours suivie. Les principaux freins au suivi social et budgétaire sont les difficultés de compréhension et de mise en œuvre de la démarche par les ménages.

Principales difficultés rencontrées auprès des créanciers ou avec d’autres acteurs de la procédure

- Difficultés avec la CAF pour la remise en place des APL après la recevabilité des dossiers : la capacité de remboursement prend en compte les APL, même suspendus, le non rétablissement de ceux-ci ne permet pas au débiteur de mettre en place les mesures élaborées par la commission de surendettement et entraîne parfois des redépôts inutiles.

17 février 2022

Le président de la commission
Jacques WITKOWSKI

Le secrétaire de la commission
Isabelle GASTAL

Pour le préfet et par délégation

La secrétaire générale

Claire CHAUFŒUR-ROUILLARD
## ANNEXE N°1 DU RAPPORT D’ACTIVITÉ
### DONNÉES D’ACTIVITÉ

<table>
<thead>
<tr>
<th>Indicateurs</th>
<th>2019</th>
<th>2020</th>
<th>2021</th>
<th>variation 2021/2020 en %</th>
<th>variation 2021/2019 en %</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td><strong>Dossiers déposés</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Proportion de redépôts (sur 12 mois à fin septembre)</td>
<td>38,4%</td>
<td>38,9%</td>
<td>36,6%</td>
<td>19,7%</td>
<td>-7,5%</td>
</tr>
<tr>
<td>Proportion de redépôts consécutifs à une suspension d'exigibilité des créances (sur 12 mois à fin septembre)</td>
<td>18,1%</td>
<td>19,6%</td>
<td>17,7%</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Dossiers décidés recevables par la commission</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Proportion de dossiers recevables avec résidence principale</td>
<td>9,3%</td>
<td>9,9%</td>
<td>8,1%</td>
<td>15,4%</td>
<td>-7,9%</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Dossiers décidés irrecevables par la commission</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Proportion de dossiers irrecevables avec bien immobilier</td>
<td>25,5%</td>
<td>32,1%</td>
<td>22,0%</td>
<td>75,5%</td>
<td>-1,1%</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Dossiers orientés par la commission</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Proportion de dossiers orientés par la commission avec une capacité de remboursement négative et absence de bien immobilier</td>
<td>44,2%</td>
<td>46,4%</td>
<td>47,7%</td>
<td>15,1%</td>
<td>-8,0%</td>
</tr>
<tr>
<td>Proportion de dossiers orientés par la commission vers un rétablissement personnel sans liquidation judiciaire (RP sans LJ)</td>
<td>41,2%</td>
<td>37,7%</td>
<td>38,4%</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Proportion de dossiers orientés par la commission vers une procédure de rétablissement personnel avec liquidation judiciaire (PRP avec LJ)</td>
<td>0,5%</td>
<td>0,1%</td>
<td>0,3%</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Proportion de dossiers orientés par la commission vers un rééchelonnement de dettes</td>
<td>58,4%</td>
<td>62,2%</td>
<td>61,3%</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Dossiers traités par la commission (A+B+C+D+E+G)</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Proportion de dossiers clôturés (y compris constats de non accord qui n'ont pas fait l'objet d'une ouverture des mesures) (A)</td>
<td>7,7%</td>
<td>6,8%</td>
<td>5,9%</td>
<td>29,9%</td>
<td>-10,6%</td>
</tr>
<tr>
<td>Proportion de dossiers décidés irrecevables (B)</td>
<td>5,4%</td>
<td>4,5%</td>
<td>6,0%</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Proportion de mesures imposées suite RP sans LJ (C)</td>
<td>35,0%</td>
<td>33,6%</td>
<td>34,4%</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Proportion d'accords débiteurs sur PRP avec LJ (D)</td>
<td>0,3%</td>
<td>0,0%</td>
<td>0,1%</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Proportion de plans conventionnels de redressement définitifs (E)</td>
<td>4,5%</td>
<td>5,7%</td>
<td>5,5%</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Proportion de plans conventionnels de redressement définitifs réglant la situation de surendettement (F)</td>
<td>1,9%</td>
<td>2,4%</td>
<td>1,9%</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Proportion de plans conventionnels de redressement définitifs d'attente (consistant en un réaménagement ou un report des dettes)</td>
<td>2,6%</td>
<td>3,4%</td>
<td>3,6%</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Proportion de mesures imposées avec effacement partiel ou sans effacement (G)</td>
<td>46,9%</td>
<td>49,3%</td>
<td>48,1%</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Proportion de mesures imposées avec effacement partiel ou sans effacement réglant la situation de surendettement (H)</td>
<td>38,5%</td>
<td>37,0%</td>
<td>35,2%</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Proportion de mesures imposées avec effacement partiel réglant la situation de surendettement</td>
<td>18,7%</td>
<td>20,2%</td>
<td>18,8%</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Proportion de mesures imposées d'attente sans effacement (consistant en un réaménagement ou une suspension d'exigibilité des créances)</td>
<td>8,4%</td>
<td>12,4%</td>
<td>12,9%</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>---</td>
<td>---</td>
<td>---</td>
<td>---</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Proportion de solutions pérennes réglant la situation de surendettement (C+D+F+H)</td>
<td>75,8%</td>
<td>73,0%</td>
<td>71,6%</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Décisions du juge infirmant la décision d'irrecevabilité ou de déchéance de la commission, à la suite d'un recours (sur 12 mois à fin septembre)</td>
<td>39</td>
<td>30</td>
<td>23</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Décisions du juge infirmant la décision de recevabilité de la commission, à la suite d'un recours (sur 12 mois à fin septembre)</td>
<td>17</td>
<td>9</td>
<td>31</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

**STRUCTURE DES DÉCISIONS DE LA COMMISSION**

<table>
<thead>
<tr>
<th>Données commission</th>
<th>Données région</th>
<th>Données nationales</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Part des dossiers décidés irrecevables par la commission*</td>
<td>6,0%</td>
<td>4,8%</td>
</tr>
<tr>
<td>Part des accords commission sur Mesures imposées suite RP sans LJ*</td>
<td>34,4%</td>
<td>32,6%</td>
</tr>
<tr>
<td>Part des plans conventionnels conclus*</td>
<td>5,5%</td>
<td>5,5%</td>
</tr>
<tr>
<td>Part des accords commission sur mesures imposées avec effacement partiel ou sans effacement*</td>
<td>48,1%</td>
<td>50,0%</td>
</tr>
<tr>
<td>Taux de solutions pérennes réglant la situation de surendettement*</td>
<td>71,6%</td>
<td>72,6%</td>
</tr>
</tbody>
</table>

*en % de dossiers traités
### ANNEXE N° 2 DU RAPPORT D’ACTIVITÉ
**TYPOLOGIE DE L’ENDETTEMENT**

<table>
<thead>
<tr>
<th>Nom commission</th>
<th>Type de dettes</th>
<th>Encours des dettes en millions €</th>
<th>Nombre de situations recevables</th>
<th>Nombre de dettes</th>
<th>Part dans l’endettement global</th>
<th>Part des situations concernées</th>
<th>Endettement médian en €</th>
<th>Nombre médian de dettes par situation</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td>Dettes financières</td>
<td>81 983</td>
<td>2 025</td>
<td>8 623</td>
<td>70,5%</td>
<td>80,3%</td>
<td>15 839</td>
<td>3,0</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>dont dettes immobilières</td>
<td>41 657</td>
<td>300</td>
<td>457</td>
<td>35,8%</td>
<td>11,9%</td>
<td>122 488</td>
<td>1,0</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>dont dettes à la consommation</td>
<td>38 649</td>
<td>1 846</td>
<td>7 151</td>
<td>33,3%</td>
<td>73,2%</td>
<td>13 435</td>
<td>3,0</td>
</tr>
<tr>
<td>Seine-Saint-Denis</td>
<td>dont autres dettes financières</td>
<td>1 676</td>
<td>843</td>
<td>1 015</td>
<td>1,4%</td>
<td>33,4%</td>
<td>810</td>
<td>1,0</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Dettes de charges courantes</td>
<td>21 523</td>
<td>1 963</td>
<td>5 179</td>
<td>18,5%</td>
<td>77,8%</td>
<td>5 848</td>
<td>2,0</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Autres dettes</td>
<td>12 716</td>
<td>1 127</td>
<td>1 988</td>
<td>10,9%</td>
<td>44,7%</td>
<td>2 000</td>
<td>1,0</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Endettement global</td>
<td>116 222</td>
<td>2 522</td>
<td>15 790</td>
<td>100,0%</td>
<td>100,0%</td>
<td>21 095</td>
<td>5,0</td>
</tr>
</tbody>
</table>

<table>
<thead>
<tr>
<th>Nom géographique</th>
<th>Type de dettes</th>
<th>Encours des dettes en millions €</th>
<th>Nombre de situations recevables</th>
<th>Nombre de dettes</th>
<th>Part dans l’endettement global</th>
<th>Part des situations concernées</th>
<th>Endettement médian en €</th>
<th>Nombre médian de dettes par situation</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>REG</td>
<td>Dettes financières</td>
<td>561 390</td>
<td>13 843</td>
<td>64 068</td>
<td>65,3%</td>
<td>82,3%</td>
<td>16 796</td>
<td>4,0</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>dont dettes immobilières</td>
<td>243 007</td>
<td>1 695</td>
<td>2 675</td>
<td>28,3%</td>
<td>10,1%</td>
<td>122 359</td>
<td>1,0</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>dont dettes à la consommation</td>
<td>302 585</td>
<td>12 686</td>
<td>53 285</td>
<td>35,2%</td>
<td>75,4%</td>
<td>14 845</td>
<td>3,0</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>dont autres dettes financières</td>
<td>15 798</td>
<td>6 490</td>
<td>8 098</td>
<td>1,8%</td>
<td>38,6%</td>
<td>922</td>
<td>2,0</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Dettes de charges courantes</td>
<td>162 209</td>
<td>13 077</td>
<td>37 830</td>
<td>18,9%</td>
<td>77,7%</td>
<td>5 817</td>
<td>2,0</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Autres dettes</td>
<td>135 521</td>
<td>8 009</td>
<td>15 798</td>
<td>15,8%</td>
<td>47,6%</td>
<td>2 311</td>
<td>1,0</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Endettement global</td>
<td>859 120</td>
<td>16 829</td>
<td>117 696</td>
<td>100,0%</td>
<td>100,0%</td>
<td>23 113</td>
<td>6,0</td>
</tr>
</tbody>
</table>
### Rapport d’activité des commissions (Endettement)
France métropolitaine

<table>
<thead>
<tr>
<th>Type de dettes</th>
<th>Encours des dettes en milliers €</th>
<th>Nombre de situations recevables</th>
<th>Nombre de dettes</th>
<th>Part dans l'endettement global</th>
<th>Part des situations concernées</th>
<th>Endettement médian en €</th>
<th>Nombre médian de dettes par situation</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Dettes financières</td>
<td>3 389 647</td>
<td>90 755</td>
<td>404 100</td>
<td>69,4%</td>
<td>80,5%</td>
<td>14 440</td>
<td>3,0</td>
</tr>
<tr>
<td>dont dettes immobilières</td>
<td>1 594 603</td>
<td>14 292</td>
<td>23 085</td>
<td>31,4%</td>
<td>12,7%</td>
<td>92 269</td>
<td>1,0</td>
</tr>
<tr>
<td>dont dettes à la consommation</td>
<td>1 773 420</td>
<td>80 658</td>
<td>323 453</td>
<td>36,3%</td>
<td>72,5%</td>
<td>12 677</td>
<td>3,0</td>
</tr>
<tr>
<td>dont autres dettes financières</td>
<td>7 962</td>
<td>46 817</td>
<td>57 562</td>
<td>1,0%</td>
<td>42,5%</td>
<td>792</td>
<td>1,0</td>
</tr>
<tr>
<td>Dettes de charges courantes</td>
<td>710 727</td>
<td>87 738</td>
<td>319 557</td>
<td>14,5%</td>
<td>77,8%</td>
<td>3 853</td>
<td>3,0</td>
</tr>
<tr>
<td>Autres dettes</td>
<td>780 856</td>
<td>65 174</td>
<td>133 202</td>
<td>16,1%</td>
<td>54,2%</td>
<td>1 924</td>
<td>2,0</td>
</tr>
<tr>
<td>Endettement global</td>
<td>4 887 230</td>
<td>112 802</td>
<td>856 859</td>
<td>100,0%</td>
<td>100,0%</td>
<td>18 179</td>
<td>7,0</td>
</tr>
</tbody>
</table>